



# Assemblée générale

Distr.: Limitée  
1<sup>er</sup> juillet 1999

Français  
Original: Anglais

---

## Comité spécial sur l'élaboration d'une convention contre la criminalité transnationale organisée

Quatrième session

Vienne, 28 juin-9 juillet 1999

Point 3 de l'ordre du jour

**Examen du projet de Convention des Nations Unies contre  
la criminalité transnationale organisée, en particulier  
des articles 4 *ter*, 5, 6, 9, 10 et 14**

## **Propositions et contributions reçues des gouvernements concernant le projet de Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée**

### **Pays-Bas: amendements à l'article 10 du texte révisé du projet de Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée**

#### **Article 10: Extradition**

1. Remplacer le paragraphe 1 par le texte suivant:

“1. Le présent article s'applique aux infractions établies conformément à l'(aux)article(s) [...] de la présente Convention ainsi qu'aux infractions graves qui sont passibles, en vertu de la législation de l'État Partie requérant et de l'État Partie requis, d'une peine privative de liberté d'au moins [...] an(s) et qui impliquent un groupe criminel organisé<sup>1</sup>. Afin de déterminer l'implication d'un groupe criminel organisé, l'État Partie requis tient compte des informations figurant dans le mandat d'arrêt ou l'ordre produisant les mêmes effets juridiques ou dans la déclaration de culpabilité de la personne dont l'extradition est demandée, ainsi que dans l'exposé des faits devant être présenté par l'État requérant à l'appui de sa demande d'extradition.”

---

<sup>1</sup> L'expression “infractions graves qui impliquent un groupe criminel organisé” devrait correspondre à celle employée au paragraphe 1 de l'article 2 et à l'article 2 *bis*.

2. Ajouter, après le paragraphe 1, les nouveaux paragraphes suivants:

“[1 *bis*] Les États Parties appliquent également le présent article si la demande d’extradition porte sur plusieurs infractions graves passibles, conformément à la législation de l’État Partie requérant et de l’État Partie requis, d’une peine privative de liberté d’au moins [...] an(s) même si certaines sont des infractions autres que celles visées au paragraphe 1 du présent article, mais également à ces dernières infractions.

[1 *ter*] Nonobstant les paragraphes 1 et [1 *bis*] du présent article, les États Parties peuvent appliquer le présent article également aux infractions graves passibles, conformément à la législation de l’État Partie requérant et de l’État Partie requis, d’une peine privative de liberté d’au moins [...] an(s) ou d’une peine plus sévère.”

---